

Au Premier Ministre, au Parlement et au Gouvernement du Canada

Les organisations soussignées s'inquiètent énormément des déchets radioactifs publics dont le gouvernement fédéral a confié la gestion à un consortium privé dont font partie SNC-Lavalin et deux sociétés multinationales du Texas. *

- Le Canada n'a aucune politique nationale ni de stratégie à long terme pour la gestion de ses déchets radioactifs, si bien que le consortium a reçu carte blanche pour élaborer et mettre en oeuvre des projets qui nous semblent impuissants à protéger la santé des citoyens et de notre environnement.
- En vertu du contrat fédéral qui le lie à Énergie atomique du Canada limitée, ce consortium reçoit des milliards de dollars de nos impôts pour faire la promotion de techniques de stockage des déchets radioactifs ou de « déclassement » des réacteurs nucléaires qui ne respectent même pas les règles de sécurité internationales.
- En ce moment même, le consortium veut remplir de béton les restes radioactifs de deux centrales nucléaires en bordure de la rivière des Outaouais et de la rivière Winnipeg, malgré l'avis contraire d'organismes internationaux et de spécialistes indépendants en matière nucléaire. Même ensevelis dans le béton, ces réacteurs laisseraient leur radioactivité fuir vers les rivières pendant des milliers d'années et contamineraient l'eau potable de millions de Canadiens.
- Le consortium veut également entasser plus d'un million de tonnes de déchets radioactifs toxiques juste à côté d'une zone marécageuse qui se draine dans la rivière des Outaouais. Cette colline de déchets contiendrait toutes sortes d'éléments radioactifs à longue durée de vie et créés par l'homme, comme le plutonium-239, ainsi que d'autres produits non radioactifs mais tout aussi dangereux, comme les biphényles polychlorés, le plomb, l'arsenic ou l'amiante.
- Le consortium transporte déjà de grandes quantités de déchets radioactifs sur les routes publiques depuis Pinawa (Manitoba), depuis Douglas Point (Ontario) et depuis Gentilly (Québec), vers Chalk River où se trouvera le monticule proposé, en amont de notre capitale nationale.

Nous demandons que le gouvernement fédéral mette fin à son contrat avec le consortium dès la fin du premier mandat de six ans, en 2021, ou dès que possible. Nous demandons aussi que le gouvernement se donne des politiques sur les déchets radioactifs et qu'il mette en place des projets exemplaires qui respecteront les normes internationales ou qui les dépasseront. Ces politiques et ces projets devront:

- être élaborés en consultation avec les Premières Nations et le grand public canadien;
- créer de nombreux emplois stables et bien rémunérés tout en protégeant la santé et les biens des Canadiens;
- entreposer les déchets radioactifs dans des installations sécuritaires ultramodernes, loin des sources d'eau potable;
- rétablir le leadership canadien en matière nucléaire avec des solutions de classe mondiale et fondées sur la science pour enrayer le problème croissant des déchets radioactifs à travers le monde.

** Les membres du consortium, connu sous le nom d'Alliance nationale canadienne de l'énergie, ont changé à plusieurs reprises depuis que le consortium a obtenu le contrôle des déchets nucléaires du Canada en 2015, quand il est devenu le seul actionnaire des Laboratoires nucléaires canadiens, une filiale à part entière d'Énergie atomique du Canada limitée. Les membres actuels du consortium incluent SNC-Lavalin, qui a été bannie par la Banque mondiale depuis 10 ans et qui a fait face à des accusations au Canada, incluent aussi Fluor Corporation du Texas, qui a payé 4 millions \$ pour se défaire d'allégations de fraude financière liées aux travaux de décontamination sur un site de déchets nucléaires américain, de même que Jacobs Engineering du Texas, qui a récemment fait l'acquisition de CH2M, un membre original du consortium qui a payé 18,5 millions \$ pour mettre fin à des accusations criminelles relatives à un site de nettoyage nucléaire aux États-Unis.*

Les Signataires : Alliance of the Anishinabek Nation and the Iroquois Caucus • Northwatch • Regroupement pour la surveillance du nucléaire • Les Artistes pour la Paix • Canadian Association of Physicians for the Environment • Concerned Citizens Committee of Manitoba • Sierra Club Canada Foundation • Prevent Cancer Now • Friends of the Earth Canada • Action Climat Outaouais • Ontario Clean Air Alliance • Ralliement contre la pollution radioactive • Ecology Ottawa • Bonnechere River Watershed Project • Ottawa River Institute • Old Fort William Cottagers' Association • Unifor • Pontiac Environmental Protection • FTQ - Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec • Petawawa Point Cottagers Association • Greenspace Alliance of Canada's Capital • Coalition Against Nuclear Dumps on the Ottawa River • National Council of Women of Canada • Esprit Whitewater • Provincial Council of Women of Quebec • Durham Nuclear Awareness • Provincial Council of Women of Ontario • First United Church (Ottawa) • Water Care Allies • Concerned Citizens of Renfrew County and Area